

Le MTQ, une gestion à l'aveuglette?

Michel Gagnon - Ing., président de l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGQ)

Avec raison, à la suite du dépôt du rapport du Vérificateur général portant sur le ministère des Transports du Québec, les médias dénoncent la gestion déficiente au sein de ce ministère. Quand on y regarde de plus près, les recommandations du Vérificateur s'apparentent à un simple cours de «Gestion 101». Un exemple: que le MTQ procède «à des analyses, notamment en matière de coûts, en établissant des parallèles entre ses données et celles d'autres organisations similaires»...

Pourtant, les grandes compétences des hautes autorités du MTQ en matière de gestion sont reconnues. En effet, elles sont recrutées à fort prix par les firmes de génie-conseil.

Alors que la masse salariale des ingénieurs du MTQ est de 35 millions de dollars, c'est par plusieurs centaines de millions que l'on confie des contrats aux firmes de génie-conseil. Pourtant, les hautes autorités ne disposent d'aucune analyse comparative entre les coûts des travaux réalisés par des firmes de génie-conseil et ceux des travaux réalisés par leurs propres ingénieurs. Ces études seraient essentielles à la prise de décisions éclairées. Elles font partie des bonnes pratiques de gestion. Elles sont faciles à réaliser, et le ministère dispose de toutes les compétences pour les mener.

Alors, pourquoi cette absence d'études? Veut-on protéger un système? De quel système s'agit-il?

La population mérite des réponses et c'est pourquoi nous joignons notre voix à celle de l'Ordre des ingénieurs du Québec, qui demande une enquête «sur l'attribution des mandats et la gestion des contrats publics d'infrastructures», comprenant la gestion des contrats du plus gros donneur d'ouvrages du gouvernement.

Malheureusement pour les Québécois, tout indique que notre premier ministre fait le pari qu'ils auront tout oublié au moment de manger la dinde de Noël, y compris sa prime reçue à même la caisse électorale du Parti libéral. Au juste, serait-ce pour cette raison qu'il n'y a pas d'enquête publique?